

van de jacht dat in het *Belgisch Staatsblad* moet worden bekendgemaakt ten laatste vóór 1 juni en rekening houdend met zijn belang omdat het geldig is voor vijf jaar; een voldoende termijn is nodig zodat de Raad met kennis van zaken uitspraak kan doen over dit ontwerp;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan :

1° Minister : de Minister van het Waalse Gewest bevoegd voor de jacht;

2° Raad : de "Conseil supérieur wallon de la Chasse" bedoeld bij artikel 1, § 2, van de jachtwet van 28 februari 1882, zoals gewijzigd bij het decreet van 14 juli 1994.

**Art. 2. § 1.** De Raad vergadert van ambtswege of op verzoek van de Minister of van het Bestuur bevoegd voor de jacht.

§ 2. De Raad vergadert op een geldige wijze indien ten minste de helft van de leden aanwezig zijn.

Bij behoorlijk gemotiveerde hoogdringendheid kan het bestendig comité bestaande uit vijf leden aangewezen door de Raad in zijn midden een advies geven in zijn plaats.

Dit advies moet verplicht ter bevestiging voorgelegd worden aan de Raad in plenaire vergadering.

§ 3. De Raad kan in zijn midden commissies oprichten. Hij bepaalt er de werkingswijze van.

§ 4. De Raad heeft het recht iedere persoon op zijn vergaderingen uit te nodigen, die hij wenst te horen in verband met besproken zaken.

**Art. 3. § 1.** De Minister stelt de voorzitter en de ondervoorzitter aan onder de leden die titularis zijn van een in het Waalse Gewest uitgereikt jachtverlof.

De Minister stelt de secretaris en de adjunct-secretaris aan onder de ambtenaren van het Bestuur bevoegd voor de jacht.

§ 2. Indien hij het nodig acht, kan de Minister zelf de Raad bijeenroepen en voorzitten.

**Art. 4.** Behalve uitzonderingen gerechtvaardigd door de omstandigheden vergadert de Raad bij het Bestuur bevoegd voor de jacht.

**Art. 5.** De Raad stelt zijn huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de Minister.

**Art. 6. § 1.** De mandaten van de leden duren zes jaar.

De mandaten zijn persoonlijk en hernieuwbaar.

Indien een mandaat vrijkomt vóór zijn vervaltijd eindigt het nieuw aangesteld lid het mandaat van zijn voorganger.

§ 2. Een lid, dat de vergaderingen van de Raad tijdens twee opeenvolgende jaren niet bijgewoond heeft, wordt van ambtswege aanzien als ontslagnemend.

**Art. 7.** De functies van het raadslid worden niet bezoldigd.

De raadsleden en de personen bedoeld in § 4 van artikel 2 hebben evenwel recht op de vergoeding wegens reis- en verblijfskosten ten laste van de begroting van het Waalse Gewest. Daartoe worden de leden die niet ambtenaar zijn en de personen bedoeld in § 4 van artikel 2 gelijkgesteld met ambtenaren van rang 15.

**Art. 8.** Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 juni 1982 tot instelling van een Waalse Hoge Jachtraad is opgeheven.

**Art. 9.** Dit besluit wordt van kracht op de dag van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het decreet van 10 maart 1995 tot wijziging van artikel 35 van het decreet van 14 juli 1994 tot wijziging van de jachtwet van 28 februari 1882.

**Art. 10.** De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 maart 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,  
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

F. 95 — 1465

[C — 27236]

4 MAI 1995. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux permis et licences de chasse

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, notamment l'article 14;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, § 1er, III, 5°;

Vu le décret du 28 juin 1990 relatif au permis et à la licence de chasse;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Chasse;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de pouvoir organiser rapidement la délivrance des permis de chasse et de faire paraître les présentes dispositions avant le 1er juin 1995;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture et du Ministre du Budget, des Affaires intérieures, chargé de l'Administration, des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidés et des Infrastructures sportives,

Arrête :

CHAPITRE 1er. — Dispositions générales

**Article 1er. § 1er.** Le permis de chasse et la licence de chasse visés aux articles 1er et 3 du décret du 28 juin 1990 relatif au permis et à la licence de chasse sont délivrés conformément aux règles du présent arrêté.

Le permis de chasse et la licence de chasse permettent la chasse à toutes les espèces de gibier.

§ 2. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

- 1° le Ministre : le Ministre ayant la chasse dans ses attributions;
- 2° le fonctionnaire compétent : chacun des fonctionnaires les plus élevés en grade responsables du Service extérieur correspondant de la Direction générale des Pouvoirs locaux ou son délégué;
- 3° le permis : le permis de chasse;
- 4° la licence : la licence de chasse.

§ 3. Les mots "permis de chasse" et "permis de port d'armes de chasse" sont équivalents.

**Art. 2.** Le texte, la forme et le mode de validation du permis et de la licence sont fixés par le Ministre.

La formule est établie pour une période décennale. A partir du 1er juin de chaque année, le permis peut être validé pour une nouvelle saison cynégétique en observant les règles fixées pour la délivrance d'un nouveau permis.

Le permis et la licence doivent être revêtus de la photographie prise de face et de la signature du titulaire. La photographie doit avoir au moins 4 cm de haut sur 3,5 cm de large, la hauteur de la tête étant de 1,5 cm à 2 cm. La licence de chasse doit en outre être revêtue de la signature du titulaire du permis qui a demandé la licence.

#### CHAPITRE II. — Le permis

**Art. 3. § 1er.** Le permis est délivré par le fonctionnaire compétent.

§ 2. Le Service extérieur territorialement compétent pour la délivrance d'un permis est celui de la province du domicile du demandeur de permis.

Lorsque le domicile du demandeur n'est pas situé en Région wallonne, celui-ci peut s'adresser au Service extérieur de son choix.

Toutefois, lorsque le permis à délivrer doit l'être en langue allemande, il l'est exclusivement par le Service extérieur de Liège.

§ 3. Le Ministre pourra délivrer un permis aux membres de la Famille royale ainsi qu'aux fonctionnaires diplomatiques et consulaires de nationalité étrangère reconnus par un Ministre, membre du Gouvernement fédéral ou d'un Gouvernement communautaire ou régional, ayant les relations extérieures dans ses attributions pour autant que les intéressés disposent d'un certificat d'assurance couvrant la responsabilité civile en matière de chasse pour la saison cynégétique concernée.

**Art. 4. § 1er.** Le permis n'est délivré par le fonctionnaire compétent que sur production :

1° d'un certificat de bonnes vie et mœurs, délivré par l'administration communale du domicile du demandeur dans les deux mois qui précèdent la demande.

Toutefois :

a) si le demandeur ne réside pas dans le Royaume ou n'y réside que depuis moins d'une année, le certificat sera remplacé par une attestation portant sur son honorabilité, émanant de deux personnes domiciliées en Région wallonne et titulaires d'un permis y délivré;

b) si le demandeur réside en Belgique et n'est pas un ressortissant d'un Etat de l'Union européenne, le fonctionnaire compétent demande l'avis de l'administration de la Sûreté publique, à moins qu'il s'agisse d'un étranger visé par l'article 4, 1°, de l'arrêté royal du 6 décembre 1955 relatif au séjour en Belgique de certains étrangers privilégiés.

Dans ce cas, le demandeur produit un extrait de son casier judiciaire personnel, qui lui est délivré par le Ministre de la Justice. Cet extrait remplace le certificat de bonnes vie et mœurs ou l'attestation portant sur son honorabilité.

2° d'un certificat régulier attestant que le demandeur a réussi l'examen de chasse organisé par la Région wallonne ou les examens équivalents organisés dans les autres Régions du Royaume.

Si l'intéressé est déjà titulaire, pour la saison cynégétique en cours, d'un permis délivré dans une autre Région du Royaume et obtenu avec ou sans examen, il présente ce permis en lieu et place du certificat.

Le certificat attestant la réussite de l'examen de chasse cesse d'être valable lorsque le titulaire :

a) est condamné pour une infraction à la loi sur la chasse, sauf si le juge le dispense d'un nouvel examen de chasse;

b) n'a pas obtenu de permis durant dix saisons cynégétiques consécutives à compter de la délivrance du certificat ou du dernier permis.

3° du certificat d'assurance visé à l'article 4 de l'arrêté royal du 15 juillet 1963 portant assurance obligatoire de la responsabilité civile en vue de l'obtention d'un permis de port d'armes de chasse ou d'une licence de chasse;

4° de la preuve du paiement par versement ou par virement de la taxe établie par l'article 1er, alinéa 2, du décret du 28 juin 1990 relatif au permis et à la licence de chasse à un compte ouvert à cet effet auprès du caissier de la Région wallonne.

§ 2. Ne doivent pas produire de certificat régulier attestant qu'ils ont réussi un examen de chasse les membres du personnel de la Division de la nature et des forêts nommés à titre définitif pour autant qu'ils soient titulaires soit d'un diplôme d'ingénieur des eaux et forêts ou d'ingénieur agronome - groupe ou spécialisation eaux et forêts - soit du certificat de capacité en sylviculture délivré par un jury désigné par le Gouvernement.

§ 3. La preuve de la réussite de l'examen de chasse complet, conformément à la législation en vigueur aux Pays-Bas ou au grand-duché du Luxembourg, ou la possession d'un permis en cours de validité délivré par un de ces Etats, est équivalente au certificat susmentionné.

**Art. 5.** Le Ministre est chargé de la préparation et de l'organisation de l'examen de chasse ainsi que de la délivrance du certificat.

A cette fin, il prend toutes les mesures utiles et, notamment, fixe le programme de l'examen, la composition du jury, les conditions d'admission à l'examen et les conditions requises pour réussir l'examen.

La participation à cet examen peut être subordonnée au paiement d'un droit d'inscription dont le montant et les modalités de paiement sont fixés par le Gouvernement.

**Art. 6.** Ne peuvent obtenir de permis :

1° les agents des forêts en chef, les agents des forêts, les membres de la police communale, les gardes forestiers et les gardes-pêche salariés par les communes ainsi que les gardes-chasse particuliers.

Néanmoins, le fonctionnaire compétent délivre le permis à ces personnes si celles-ci prennent, préalablement et spontanément, par écrit, l'engagement de ne pas en faire usage dans leur circonscription. Mention de cet engagement est portée sur le permis, avec l'indication de la dénomination de la circonscription de l'intéressé.

Par circonscription, il y a lieu d'entendre :

a) pour les agents des forêts en chef et les agents des forêts : le territoire de toute la brigade à laquelle ils sont affectés;

b) pour les membres de la police communale, les gardes forestiers et les gardes-pêche salariés par les communes : le territoire de la ou des communes sur lequel ils sont compétents;

c) pour les gardes-chasse particuliers : le territoire sur lequel ils sont compétents;

2° ceux qui sont interdits ou déçus du droit de port d'armes;

3° ceux qui ne peuvent produire le certificat prévu à l'article 4, § 1er, 2° et ne sont pas dispensés de sa production en vertu de l'article 4, § 2, ou de l'article 15, ainsi que ceux qui ne peuvent produire la preuve ou le permis visés à l'article 4, § 3;

4° ceux qui n'ont pas 18 ans accomplis le jour de la demande du permis;

5° ceux qui ont obtenu un permis ou une licence de manière frauduleuse.

**Art. 7.** Nonobstant les dispositions concernant l'examen de chasse, le fonctionnaire compétent doit refuser le permis :

1° à ceux qui ont été condamnés :

a) pour un délit de chasse;

b) pour un délit quelconque accompagné d'actes de violence ou de rébellion;

c) pour infraction aux dispositions des articles 418, 419 et 420 du Code pénal commise à l'occasion d'un acte de chasse;

d) pour infraction à la Loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions;

e) à ceux qui ont été condamnés pour vol, banqueroute, abus de confiance ou escroquerie;

2° à ceux qui, par suite de condamnation, sont interdits de l'un des droits énumérés à l'article 31, 1° à 5°, du Code pénal ;

3° sans préjudice de la disposition de l'article 6, 2°, à ceux qui sont déçus en tout ou en partie des droits visés à l'article 123 sexies du Code pénal;

4° aux personnes visées à l'article 6, 1°, qui n'ont pas respecté leur engagement.

**Art. 8.** Sans préjudice des dispositions relatives à l'examen de chasse, le fonctionnaire compétent peut refuser le permis à ceux dont la mauvaise conduite, l'état mental ou les antécédents laissent supposer qu'ils feront un mauvais usage de leurs armes.

**Art. 9. § 1er.** Lorsque la délivrance d'un permis est refusée par le fonctionnaire compétent, un recours peut être introduit auprès du Ministre dans un délai de trente jours à partir de la notification écrite du refus.

Le Ministre consulte le Procureur général ou le Procureur du Roi près la juridiction qui a prononcé la condamnation qui justifie le refus.

A défaut d'avis dans les deux mois, le Ministre peut décider valablement.

Le défaut de décision du Ministre dans un délai de quatre mois à dater de l'introduction du recours est assimilé à une acceptation.

§ 2. Si une suite favorable est accordée au recours introduit, les motifs sur lesquels le refus se fondait ne peuvent plus être pris en considération lorsqu'il est statué sur une demande ultérieure de permis, quelle que soit la qualification juridique attribuée à ces motifs.

**Art. 10.** Les chefs de parquet fournissent au Ministre ou aux fonctionnaires compétents les indications nécessaires relatives à toutes condamnations prononcées à charge des personnes condamnées dans leur ressort ou leur arrondissement.

**Art. 11. § 1er.** Lorsqu'un permis a été délivré par suite de manoeuvres frauduleuses ou lorsque le titulaire d'un permis se trouve dans le cas de l'article 6, 2°, ou a été condamné pour une infraction visée à l'article 7, le fonctionnaire compétent retire le permis.

§ 2. Lorsqu'une personne visée à l'article 6, 1°, n'a pas respecté son engagement, le fonctionnaire compétent retire le permis. Il en informe l'autorité dont relève disciplinairement l'intéressé ou son commettant.

§ 3. Lorsqu'une personne se trouve dans l'un des cas visés à l'article 8, le fonctionnaire compétent peut retirer le permis.

§ 4. Le fonctionnaire compétent adresse à l'intéressé, par pli recommandé à la poste avec accusé de réception, la décision de retrait de permis.

Le permis doit être restitué au fonctionnaire compétent dans les huit jours de la notification.

Une copie de la décision de retrait est expédiée au Ministre ainsi qu'au chef de la police territorialement compétente.

§ 5. Un recours auprès du Ministre est ouvert contre la décision de retrait du fonctionnaire compétent.

Celui-ci ne peut ordonner la restitution du permis qu'après avoir entendu le fonctionnaire compétent.

Le défaut de décision du Ministre dans un délai de quatre mois à dater de l'introduction du recours est assimilé à une acceptation.

### CHAPITRE III. — La licence

**Art. 12. § 1er.** Le titulaire d'un permis délivré en Région wallonne et valable pour la saison cynégétique en cours peut obtenir une licence pour son invité, non domicilié dans cette Région, en s'adressant au fonctionnaire compétent qui a délivré le permis.

Pour être prise en considération, toute demande de licence doit être accompagnée :

1° d'une photographie de l'invité prise de face ayant au moins 4 cm de haut sur 3,5 cm de large, la hauteur de la tête étant de 1,5 cm à 2cm;

2° d'une copie du permis du pays de domicile ou d'origine de l'invité, valable pour la saison cynégétique en cours;

3° du certificat d'assurance visé à l'article 4 de l'arrêté royal du 15 juillet 1963 portant assurance obligatoire de la responsabilité civile en vue de l'obtention d'un permis de port d'armes de chasse ou d'une licence de chasse;

4° de la preuve du paiement par versement ou par virement de la taxe établie par l'article 3, alinéa 2, du décret du 28 juin 1990 relatif au permis et à la licence de chasse à un compte ouvert à cet effet auprès du caissier de la Région wallonne.

§ 2. Lorsque l'invité est domicilié dans une des deux autres Régions du Royaume, la copie du permis de chasse valable pour la saison cynégétique en cours et délivré dans une autre Région, certifiée conforme par le bourgmestre de la commune du domicile de l'invité, est remise par l'invitant au fonctionnaire compétent.

Cette copie remplace les documents dont question au § 1er, 2° et 3°, du présent article.

§ 3. L'invité est dispensé de la production du document visé au § 1er, 2°, lorsque son pays d'origine ou le pays dans lequel il est domicilié ne délivre aucun permis.

**Art. 13.** La licence mentionne notamment :

- a) les nom, prénom, et résidence du titulaire de la licence,
- b) les nom, prénom et domicile du titulaire du permis qui a sollicité la licence ainsi que le numéro de son permis;
- c) sa période de validité;
- d) les communes sur le territoire desquelles elle sera utilisée.

**Art. 14.** Dans les huit jours de son expiration, la licence doit être restituée par le demandeur ou par l'invité au fonctionnaire compétent qui l'a délivrée.

En cas de non observation de cette prescription, le fonctionnaire compétent peut retirer le permis du demandeur par décision motivée. Le retrait a lieu dans les formes prévues à l'article 11, § 4.

#### CHAPITRE IV. — Dispositions particulières

**Art. 15. § 1er.** Sont assimilées à l'obtention du certificat visé à l'article 4, § 1er, 2°, alinéa 1er :

1° l'obtention d'un permis régulier en Belgique ou dans une des régions du Royaume entre le 1er juillet 1985 et le 30 juin 1995;

2° la réussite d'un quelconque examen officiel de chasse en Belgique ou dans une des régions du Royaume entre le 1er juillet 1985 et le 30 juin 1995;

3° l'obtention d'une licence pour la chasse au vol délivrée en application de l'arrêté ministériel du 25 mars 1985 réglementant la détention, le transport et la capture d'oiseaux de proie en vue de la chasse au vol en Région wallonne, valide au 1er octobre 1994.

Ces assimilations cessent de sortir leurs effets lorsque le bénéficiaire :

1° a été condamné depuis lors pour une infraction à la loi sur la chasse, sauf si le juge l'a dispensé d'un nouvel examen de chasse;

2° n'a pas obtenu de permis durant dix saisons cynégétiques consécutives à compter du 1er juillet 1995 ou de la délivrance du dernier permis.

§ 2. Il appartient aux intéressés d'apporter la preuve qu'ils entrent bien dans les cas visés au § 1er, points 1°, 2° ou 3°.

#### CHAPITRE V. — Disposition abrogatoire

**Art. 16.** L'Arrêté de l'Exécutif du 11 juillet 1990 relatif à la délivrance du permis de chasse et de la licence de chasse est abrogé.

#### CHAPITRE VI. — Exécution

**Art. 17.** Le Ministre qui a les Pouvoirs locaux et celui qui a la chasse dans ses compétences sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

#### CHAPITRE VII. — Entrée en vigueur

**Art. 18.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juin 1995.

Namur, le 4 mai 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,  
R. COLLIGNON

Le Ministre du Budget, des Affaires intérieures,  
chargé de l'Administration, des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et des Infrastructures sportives,  
B. ANSELME

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

#### ÜBERSETZUNG

D. 95 — 1465

IC — 272361

#### 4. MAI 1995. — Erlaß der Wallonischen Regierung über die Ausstellung der Jagdscheine und der Jagdlizenzen

Aufgrund des Jagdgesetzes vom 28. Februar 1882, insbesondere Artikel 14;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere Artikel 6, § 1, III, 5°;

Aufgrund des Dekrets vom 28. Juni 1990 über den Jagdschein und die Jagdlizenz;

Aufgrund des Gutachtens des "Conseil supérieur wallon de la Chasse" (Wallonischer Oberster Rat für das Jagdwesen);

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere Artikel 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Ausstellung der Jagdscheine schnell organisieren zu können und die vorliegenden Bestimmungen vor dem 1. Juni 1995 zu veröffentlichen;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft und des Ministers des Haushalts, der Inneren Angelegenheiten, der mit der Verwaltung, den lokalen Behörden, den bezuschußten Arbeiten und den Sportinfrastrukturen beauftragt ist,

Beschließt die Wallonische Regierung:

#### KAPITEL I. - Allgemeine Bestimmungen

**Artikel 1. § 1.** Der Jagdschein und die Jagdlizenz, die in Artikeln 1 und 3 des Dekrets vom 28. Juni 1990 über die Ausstellung des Jagdscheines und der Jagdlizenz erwähnt sind, werden den Regeln des vorliegenden Erlasses gemäß ausgestellt.

Der Jagdschein und die Jagdlizenz erlauben die Jagd auf die gesamten Wildarten.

§ 2. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

- 1° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Jagdwesen gehört;
- 2° zuständiger Beamte: jeder der Beamten, die den höchsten Dienstgrad innehaben und für die der Generaldirektion der Lokalen Behörden entsprechenden Außendienststelle verantwortlich sind, oder dessen Stellvertreter;
- 3° Schein: der Jagdschein;

§ 3. Die Wörter "Jagdschein" und "Jagdwaffenschein" sind gleichwertig.

**Art. 2.** Der Text, die Form und die Art der Gültigkeitserklärung des Scheines und der Lizenz werden vom Minister festgelegt.

Das Jagdscheinformular wird für eine Periode von zehn Jahren ausgestellt. Ab dem 1. Juni jedes Jahres kann der Schein für eine neue Jagdsaison unter Einhaltung der für die Ausstellung eines neuen Scheines festgelegten Regeln validiert werden.

Der Schein und die Lizenz müssen mit einem von vorne genommenen Photo und mit der Unterschrift des Inhabers versehen sein. Das Photo muß mindestens 4 cm hoch und 3,5 cm breit sein, wobei der Kopf zwischen 1,5 und 2 cm hoch ist. Die Jagdlizenz muß außerdem mit der Unterschrift vom Inhaber des Jagdscheines, der die Lizenz beantragt hat, versehen sein.

#### KAPITEL II. - Jagdschein

**Art. 3. § 1.** Der Schein wird vom zuständigen Beamten ausgestellt.

§ 2. Die Außendienststelle, die für die Ausstellung des Scheines zuständig ist, ist die Außendienststelle der Provinz, in der der Antragsteller seinen Wohnsitz hat.

Wenn der Wohnsitz des Antragstellers nicht in der Wallonischen Region gelegen ist, darf dieser sich an die Außendienststelle seiner Wahl wenden.

Wenn der Schein jedoch in deutscher Sprache ausgestellt werden muß, wird er ausschließlich von der Außendienststelle Lüttich ausgestellt.

§ 3. Der Minister kann den Mitgliedern der königlichen Familie sowie den diplomatischen oder konsularischen Beamten fremder Staatsangehörigkeit, die von einem für die auswärtigen Beziehungen zuständigen Minister der föderalen oder einer gemeinschaftlichen bzw. regionalen Regierung anerkannt sind, einen Schein ausstellen, soweit die Betroffenen einen Haftpflichtversicherungsschein in Sachen Jagdwesen für die betroffene Jagdsaison besitzen.

**Art. 4. § 1.** Der Schein wird vom zuständigen Beamten nur auf Vorlage der folgenden Unterlagen ausgestellt:

1° ein Leumundszeugnis, das von der Gemeindeverwaltung des Wohnsitzes des Antragstellers innerhalb von zwei Monaten vor der Antragstellung ausgestellt worden ist;

a) Wenn der Antragsteller jedoch nicht im Königreich wohnt oder seit weniger als einem Jahr in Belgien wohnt, wird das Zeugnis durch eine Ehrbarkeitsbescheinigung ersetzt, die von zwei Personen, die in der Wallonischen Region wohnen und einen Jagdschein innehaben, aufgestellt wird.

b) Wenn der Antragsteller in Belgien wohnt und keinem Staat der Europäischen Union angehört, beantragt der zuständige Beamte das Gutachten der Verwaltung der Öffentlichen Sicherheit, es sei denn, es handelt sich um einen Ausländer, der in Artikel 4, 1° des königlichen Erlasses vom 6. Dezember 1955 über den Aufenthalt in Belgien gewisser bevorrechtigter Ausländer erwähnt ist.

In diesem Fall erbringt der Antragsteller einen Auszug seines Strafregisters, das ihm vom Justizminister ausgestellt worden ist. Dieser Auszug ersetzt das Leumundszeugnis oder die Ehrbarkeitsbescheinigung.

2° eine ordnungsmäßige Bescheinigung, in der festgestellt wird, daß der Antragsteller die durch die Wallonische Region oder durch eine andere Region des Königreichs organisierte Jagdprüfung bestanden hat.

Wenn der Betroffene für die laufende Jagdsaison schon Inhaber eines Jagdscheines ist, der in einer anderen Region des Königreichs ausgestellt und mit oder ohne Prüfung erhalten worden ist, legt er diesen Schein anstatt der Bescheinigung vor.

Die Bescheinigung, in der das Bestehen der Jagdprüfung festgestellt wird, verliert ihre Gültigkeit, wenn der Inhaber:

a) wegen Verstoß gegen das Jagdgesetz verurteilt worden ist, außer wenn der Richter ihn von einer neuen Jagdprüfung befreit;

b) während zehn aufeinanderfolgender Jagdsaisons ab der Ausstellung der letzten Bescheinigung oder des letzten Scheines keinen Schein bekommen hat.

3° der Versicherungsschein, der in Artikel 4 des königlichen Erlasses vom 15. Juli 1963 über die obligatorische Haftpflichtversicherung zwecks der Erhaltung eines Jagdwaffenscheines oder einer Jagdlizenz gemeint ist;

4° der Nachweis der Einzahlung oder Überweisung der durch Artikel 1, Absatz 2, des Dekrets vom 28. Juni 1990 über den Jagdschein und die Jagdlizenz festgelegten Steuer auf ein zu diesem Zweck beim Kassenverwalter der Wallonischen Region eröffnetes Konto.

§ 2. Die endgültig ernannten Personalmitglieder der Abteilung Natur und Forstwesen sind nicht verpflichtet, eine ordnungsmäßige Bescheinigung, in der festgelegt wird, daß sie eine Jagdprüfung bestanden haben, vorzulegen, soweit sie entweder das Diplom eines Ingenieurs des Forstwesens bzw. Agraringenieurs - Gruppe oder Fachrichtung Forstwesen - oder ein Befähigungszeugnis in der Forstwissenschaft, das durch einen von der Regierung bezeichneten Prüfungsausschuß ausgestellt worden ist, besitzen.

§ 3. Der Nachweis des Bestehens der vollständigen Jagdprüfung gemäß der in den Niederlanden oder im Großherzogtum Luxemburg geltenden Gesetzgebung oder der Besitz eines gültigen Scheines, der von einem dieser Staaten ausgestellt worden ist, ist mit der obenerwähnten Bescheinigung gleichwertig.

**Art. 5.** Der Minister wird mit der Vorbereitung und der Organisation der Jagdprüfung sowie mit der Ausstellung der Bescheinigung beauftragt.

Zu diesem Zweck trifft er alle nötigen Maßnahmen. Er legt insbesondere das Programm der Prüfung, die Zusammenstellung des Prüfungsausschusses, die Bedingungen für die Zulassung zu der Prüfung und für das Bestehen der Prüfung fest.

Die Teilnahme an dieser Prüfung kann von der Einzahlung einer Einschreibgebühr, deren Betrag und Zahlungsbedingungen von der Regierung festgelegt werden, abhängen.

**Art. 6.** Die folgenden Personen dürfen keinen Schein erhalten:

1° die Chefbeamten des Forstwesens, die Beamten des Forstwesens, die Mitglieder der Gemeindepolizei, die durch die Gemeinden entlohnten Revierförster und Fischereiaufseher sowie die privaten Jagdaufseher.

Der zuständige Beamte erteilt diesen Personen jedoch den Schein, wenn sie sich vorher schriftlich dazu verpflichten, in ihrem Bezirk keinen Gebrauch von diesem Schein zu machen. Diese Verpflichtung wird auf dem Schein mit der Angabe des Bezirkes des Betroffenen vermerkt.

Unter Bezirk versteht man:

- a) für die Chefbeamten und Beamten des Forstwesens: das Gebiet der gesamten Brigade, in der sie ihr Amt ausüben;
- b) für die Mitglieder der Gemeindepolizei, die durch die Gemeinden entlohnten Revierförster und Fischereiaufseher: das Gebiet der Gemeinde(n), auf dem (denen) sie zuständig sind;
- c) für die privaten Jagdaufseher: das Gebiet, auf dem sie zuständig sind.

2° diejenigen, die das Recht auf das Waffentragen verloren haben oder denen das Recht des Waffentragens entzogen worden ist;

3° diejenigen, die die in Artikel 4, § 1, 2° erwähnte Bescheinigung nicht vorlegen können und die aufgrund Artikel 4, § 2 oder Artikel 15 von ihrer Vorlage nicht befreit sind sowie diejenigen, die den in Artikel 4, § 3 erwähnten Nachweis oder Schein nicht vorlegen können;

4° diejenigen, die am Tage des Antrags auf Schein das 18. Lebensjahr nicht erreicht haben;

5° diejenigen, die einen Schein oder eine Lizenz betrügerisch erhalten haben.

**Art. 7.** Unbeschadet der Bestimmungen betreffend die Jagdprüfung muß der zuständige Beamte folgenden Personen den Schein verweigern:

1° denjenigen, die wegen des folgenden verurteilt worden sind:

- a) Jagdvergehen;
- b) irgendwelches Vergehen mit Gewalttaten oder mit Widerstand;
- c) Verstoß gegen die Bestimmungen von Artikeln 418, 419 und 420 des Strafgesetzbuches, der bei der Jagd begangen worden ist;
- d) Verstoß gegen das Gesetz vom 3. Januar 1933 über die Herstellung, den Handel und das Tragen von Waffen und den Handel von Munitionen;
- e) Diebstahl, Bankrott, Vertrauensmißbrauch oder Betrug;

2° denjenigen, denen infolge einer Verurteilung ein der in Artikel 31, 1° bis 5° des Strafgesetzbuches aufgezählten Rechte entzogen worden ist;

3° unbeschadet der Bestimmung von Artikel 6, 2°, denjenigen, die ganz oder teilweise eines der in Artikel 123 sexies des Strafgesetzbuches erwähnten Rechte verlustig gegangen sind;

4° den in Artikel 6, 1° erwähnten Personen, die ihre Verpflichtung nicht eingehalten haben.

**Art. 8.** Unbeschadet der Bestimmungen betreffend die Jagdprüfung, kann der zuständige Beamte denjenigen, deren schlechtes Verhalten, Geisteszustand oder Vorleben vermuten lassen, daß sie einen schlechten Gebrauch von ihren Waffen machen werden, den Schein verweigern.

**Art. 9.** § 1. Wenn die Ausstellung eines Scheines vom zuständigen Beamten verweigert wird, kann innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab der schriftlichen Bekanntgabe der Verweigerung beim Minister Einspruch eingelegt werden.

Der Minister läßt sich vom Generalstaatsanwalt oder Staatsanwalt des Gerichtsbezirks, der die die Verweigerung begründende Verurteilung verhängt hat, beraten.

Mangels eines Gutachtens innerhalb von zwei Monaten darf der Minister einen gültigen Beschluß fassen.

Bei Mangel eines Beschlusses vom Minister innerhalb einer Frist von vier Monaten ab dem Einlegen des Einspruchs wird davon ausgegangen, daß der Einspruch akzeptiert wird.

§ 2. Wenn dem eingelegten Einspruch günstig stattgegeben worden ist, können die Gründe, auf die die Verweigerung sich stützte, nicht mehr berücksichtigt werden, wenn ein Beschluß über einen späteren Antrag auf einen Schein gefaßt wird, was auch die juristische Bewertung der Gründe sein mag.

**Art. 10.** Die Leiter der Staatsanwaltschaft übermitteln dem Minister oder den zuständigen Beamten die notwendigen Angaben betreffend die Verurteilungen, die zu Lasten der Personen, die im Gebiet, für das sie zuständig sind, oder ihrem Bezirk verhängt worden sind.

**Art. 11.** § 1. Wenn ein Schein infolge betrügerischer Handlungen erteilt worden ist oder wenn sich der Inhaber eines Scheines in dem in Artikel 6, 2° beschriebenen Fall befindet oder wegen eines in Artikel 7 erwähnten Verstoßes verurteilt worden ist, entzieht der zuständige Beamte den Schein.

§ 2. Wenn eine in Artikel 6, 1° erwähnte Person ihre Verpflichtung nicht eingehalten hat, entzieht der zuständige Beamte den Schein. Er benachrichtigt hierüber die Behörde, der der Betroffene oder sein Auftraggeber disziplinarisch untersteht.

§ 3. Wenn eine Person sich in einem in Artikel 8 beschriebenen Fall befindet, kann der zuständige Beamte den Schein entziehen.

§ 4. Der zuständige Beamte übermittelt dem Betroffenen per Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung den Beschluß betreffend den Entzug des Scheines.

Der Schein muß dem zuständigen Beamten innerhalb von acht Tagen nach der Bekanntmachung zurückgeschickt werden.

Eine Abschrift des Beschlusses betreffend den Entzug wird dem Minister sowie dem Chef der für das Gebiet zuständigen Polizei geschickt.

§ 5. Beim Minister kann gegen den Beschluß vom zuständigen Beamten betreffend den Entzug Einspruch eingelegt werden.

Der Minister kann die Rückerstattung des Scheines nur dann beschließen, nachdem er den zuständigen Beamten angehört hat.

Bei Mangel des Beschlusses vom Minister innerhalb einer Frist von vier Monaten ab dem Einlegen des Einspruchs wird davon ausgegangen, daß der Einspruch akzeptiert wird.

#### KAPITEL III. — Lizenz

**Art. 12.** Der Inhaber eines in der Wallonischen Region ausgestellten und für die laufende Jagdsaison gültigen Scheins kann eine Lizenz für einen nicht in der Wallonischen Region wohnhaften Gast erhalten. Dazu muß er sich an den zuständigen Beamten, der den Schein ausgestellt hat, wenden.

Um berücksichtigt zu werden, muß jeder Antrag auf Lizenz mit dem folgenden versehen sein:

1° ein mindestens 4 cm hohes und 3,5 cm breites von vorne genommenes Photo, wobei der Kopf zwischen 1,5 und 2 cm hoch ist;

2° eine Abschrift des für die laufende Jagdsaison gültigen Scheines des Wohnsitz- oder Heimatlandes des Gastes;

3° der Versicherungsschein, der in Artikel 4 des Königlichen Erlasses vom 15. Juli 1963 über die obligatorische Haftpflichtversicherung zwecks der Erhaltung eines Jagdwaffenscheines oder einer Jagdlizenz erwähnt ist;

4° der Nachweis der Einzahlung oder Überweisung der durch Artikel 3, Absatz 2, des Dekrets vom 28. Juni 1990 über den Jagdschein und die Jagdlizenz festgelegten Steuer auf ein zu diesem Zweck beim Kassenverwalter der Wallonischen Region eröffnetes Konto.

§ 2. Wenn der Gast in einer der beiden anderen Regionen des Königreichs wohnhaft ist, wird die Abschrift des für die laufende Jagdsaison gültigen und in einer anderen Region ausgestellten Jagdscheines, die vom Bürgermeister der Gemeinde des Wohnsitzes des Gastes beglaubigt wird, von der einladenden Person dem zuständigen Beamten übergeben.

Diese Abschrift ersetzt die in § 1, 2° und 3° des vorliegenden Artikels erwähnten Unterlagen.

§ 3. Der Gast wird von der Vorlage der in Paragraph 1, 2° erwähnten Unterlage befreit, wenn sein Heimatland oder das Land, in dem er wohnhaft ist, keinen Schein ausstellt.

**Art. 13.** Die Lizenz gibt unter anderem folgendes an:

a) den Namen, den Vornamen und die Anschrift des Inhabers der Lizenz;

b) den Namen, den Vornamen und den Wohnsitz des Inhabers des Scheines, der die Lizenz beantragt hat, sowie die Nummer seines Scheines;

c) ihre Gültigkeitsdauer;

d) die Gemeinden, auf deren Gebiet sie benutzt wird.

**Art. 14.** Innerhalb von acht Tagen nach ihrem Ablauf muß die Lizenz dem zuständigen Beamten, der sie ausgestellt hat, vom Antragsteller oder vom Gast zurückerstattet werden.

Bei Nichteinhaltung dieser Vorschrift kann der zuständige Beamte den Schein des Antragstellers durch begründeten Beschluß entziehen. Der Entzug erfolgt in den in Artikel 11, § 4, vorgesehenen Formen.

#### KAPITEL IV. — Sonderbestimmungen

**Art. 15.** Folgendes wird der Beschaffung der in Artikel 4,

§ 1, 2°, Absatz 1 erwähnten Bescheinigung gleichgestellt:

1° die Beschaffung eines ordnungsmäßigen Scheines in Belgien oder in einer der Regionen des Königreichs zwischen dem 1. Juli 1985 und dem 30. Juni 1995;

2° das Bestehen irgendwelcher offiziellen Jagdprüfung in Belgien oder in einer der Regionen des Königreichs zwischen dem 1. Juli 1985 und dem 30. Juni 1995;

3° die Beschaffung einer am 1. Oktober 1994 gültigen Lizenz für die Beizjagd, die in Anwendung des Ministerialerlasses vom 25. März 1985 über die Reglementierung des Besitzes, des Transports und des Fangs von Greifvögeln zur Ausübung der Beizjagd in der Wallonischen Region ausgestellt worden ist.

Diese Gleichstellungen treten außer Kraft, wenn der Empfänger:

1° seitdem wegen eines Verstoßes gegen das Jagdgesetz verurteilt worden ist, außer wenn der Richter ihn von einer neuen Jagdprüfung befreit hat;

2° während sechs aufeinanderfolgender Jagdsaisons ab dem 1. Juli 1995 oder ab der Ausstellung des letzten Scheines keinen Schein erhalten hat.

§ 2. Die Betroffenen müssen den Nachweis erbringen, daß sie zu einem der in § 1, Punkte 1°, 2° oder 3° erwähnten Fälle gehören.

#### KAPITEL V. — Aufhebende Bestimmung

**Art. 16.** Der Erlaß der Exekutive vom 11. Juli 1990 über die Ausstellung des Jagdscheines und der Jagdlizenz wird aufgehoben.

#### KAPITEL VI. — Durchführung

**Art. 17.** Der Minister, die lokalen Behörden gehören und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Jagdwesen gehört, werden jeder in seinem Bereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

#### KAPITEL VII. — Inkrafttreten

**Art. 18.** Der vorliegende Erlaß tritt am 1. Juni 1995 in Kraft.

Namur, den 4. Mai 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, des Öffentlichen Dienstes und des Haushalts,  
B. ANSELME

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

N. 95 — 1465

VERTALING

[C — 27236]

**4 MEI 1995. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de jachtverloven en -vergunningen**

De Waalse Regering,

Gelet op de jachtwet van 28 februari 1882, inzonderheid op artikel 14;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, III, 5°;

Gelet op het decreet van 28 juni 1990 betreffende het jachtverlof en de jachtvergunning;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur wallon de la Chasse" (Waalse Hoge Jachtraad);

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Rekening houdende met de dringende noodzakelijkheid de afgifte van de jachtverloven en -vergunningen snel te kunnen regelen en deze bepalingen vóór 1 juni 1995 bekend te maken;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw en van de Minister van Begroting, belast met Ambtenarenzaken, Plaatselijke Besturen, Gesubsidieerde Werken en Sportinfrastructuur,

Besluit :

**HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen****Artikel 1.** § 1. Het jachtverlof en de jachtvergunning bedoeld in artikelen 1 en 3 van het decreet van 28 juni 1990 betreffende het jachtverlof en de jachtvergunning worden uitgereikt overeenkomstig de bepalingen van dit besluit.

Het jachtverlof en de jachtvergunning staan de jacht op alle wildsoorten toe.

§ 2. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° de Minister : de Minister tot wiens bevoegdheden de jacht behoort;

2° de bevoegde ambtenaar : iedere ambtenaar met de hoogste graad, verantwoordelijk voor de overeenstemmende buitendienst van de Algemene Directie der Plaatselijke Besturen of zijn afgevaardigde;

3° het verlof : het jachtverlof;

4° de vergunning : de jachtvergunning.

§ 3. De woorden "jachtverlof" en "jachtwapenverlof" zijn gelijkwaardig.

**Art. 2.** De tekst, de vorm en de validatiewijze van het verlof en de vergunning worden door de Minister bepaald.

Het formulier wordt voor een periode van tien jaren opgemaakt. Vanaf 1 juni van elk jaar kan het verlof voor een nieuw jachtseizoen van een jaar worden geldig gemaakt overeenkomstig de bepalingen inzake afgifte van een nieuw verlof.

Op het verlof en de vergunning moeten de foto en face en de handtekening van de titularis worden aangebracht. De foto moet ten minste 4 cm hoog bij 3,5 cm breed zijn met een hoofd van 1,5 à 2 cm. Op de jachtvergunning moet bovendien de handtekening van de titularis van het jachtverlof die de vergunning heeft aangevraagd, worden aangebracht.

**HOOFDSTUK II. — Het verlof****Art. 3.** § 1. Het verlof wordt afgegeven door de bevoegde ambtenaar.

§ 2. De buitendienst die territoriaal bevoegd is voor de afgifte van een verlof is de dienst van de provincie waarin de woonplaats van de verlofaanvrager gelegen is.

Wanneer de woonplaats van de aanvrager niet in het Waalse Gewest gelegen is mag hij zich wenden tot de buitendienst van zijn keuze.

Nochtans, wanneer het af te geven verlof in het Duits opgesteld moet zijn, wordt het uitsluitend afgegeven door de buitendienst van Luik.

§ 3. De Minister kan een verlof afgeven aan de leden van de Koninklijke Familie, de diplomatieke en consulaire ambtenaren van buitenlandse nationaliteit die erkend zijn door een Minister, Lid van de federale Regering of van een Gewest- of Gemeenschapsregering, tot wiens bevoegdheden de buitenlandse betrekkingen behoren, voor zover zij in het bezit zijn van een verzekeringsgetuigschrift voor de wettelijke aansprakelijkheid inzake jacht voor het betrokken jachtseizoen.

**Art. 4.** Het verlof wordt slechts afgegeven door de bevoegde ambtenaar na overlegging van :

1° een door het gemeentebestuur van de woonplaats van de aanvrager afgegeven getuigschrift van goed zedelijk gedrag, dat niet ouder dan twee maanden is :

a) indien de aanvrager niet in het land verblijft of er sinds minder dan één jaar verblijft, wordt het getuigschrift evenwel vervangen door een attest betreffende zijn achtbaarheid, uitgaande van twee personen die in het Waalse Gewest wonen en houder zijn van een verlof dat er afgegeven werd;

b) indien de aanvrager in België verblijft en geen staatsburger is van een Lidstaat van de Europese Unie, vraagt de bevoegde ambtenaar bovendien het advies van het bestuur der Openbare Veiligheid, tenzij het een vreemdeling betreft die bedoeld is in artikel 4, 1°, van het koninklijk besluit van 6 december 1955 betreffende het verblijf in België van zekere bevoorrechte vreemdelingen.

In dat geval legt de aanvrager een uittreksel uit zijn persoonlijk strafregister voor dat hem door de Minister van Justitie wordt afgegeven. Dit uittreksel vervangt het getuigschrift van goed zedelijk gedrag of het attest betreffende zijn achtbaarheid;

2° een geldig getuigschrift waaruit blijkt dat de aanvrager met goed gevolg een door het Waalse Gewest ingericht jachtexamen of de in de andere gewesten van België ingerichte gelijkaardige examens heeft afgelegd.

Indien de betrokkene reeds houder is, voor het lopende jachtseizoen, van een verlof uitgereikt in een ander gewest van het Koninkrijk dat met of zonder examen behaald werd, legt hij dit verlof over in plaats van het getuigschrift.

Het getuigschrift tot bevestiging van het slagen van het jachtexamen vervalt wanneer de houder :

a) veroordeeld wordt voor een overtreding van de jachtwet, behalve indien de rechter hem vrijstelt van een nieuw jachtexamen;

b) sinds meer dan tien opeenvolgende jaren, te rekenen van de afgifte van het getuigschrift of van het laatste jachtverlof, geen jachtverlof heeft verkregen;

3° het verzekeringsetuigscrift bedoeld in artikel 4 van het koninklijk besluit van 15 juli 1963 tot instelling van de verplichte aansprakelijkheidsverzekering voor het bekomen van een jachtverlof of van een jachtvergunning;

4° het stortings- of overschrijvingsbewijs van de in artikel 1, 2e lid van het decreet van 28 juni 1990 betreffende het jachtverlof en de jachtvergunning vastgestelde taks op een daartoe geopende rekening bij de kassier van het Waalse Gewest.

§ 2. De in vast verband benoemde personeelsleden van de afdeling Natuur en Bossen moeten geen geldig getuigscrift voorleggen dat bewijst dat zij met goed gevolg het jachtexamen hebben afgelegd, voor zover zij houder zijn van een diploma van ingenieur bij Waters en Bossen of van landbouwkundig ingenieur – groep of specialisatie waters en bossen – of van het bekwaamheidsetuigscrift in bosbouwkunde afgegeven door een door de Regering aangestelde jury.

§ 3. Het bewijs van het slagen van het volledig jachtexamen overeenkomstig de van kracht zijnde wetgeving in Nederland of in het groot-hertogdom Luxemburg of het bezit van een door deze Staten afgegeven geldig verlof wordt gelijkgesteld met voormeld getuigscrift.

**Art. 5.** De Minister is belast met de voorbereiding en de inrichting van het jachtexamen en met de afgifte van het getuigscrift.

Daartoe treft hij alle nodige maatregelen en bepaalt hij namelijk het examenprogramma, de samenstelling van de examencommissie, de deelnemingsvoorwaarden en de vereisten voor het slagen in het examen.

De deelneming aan dit examen kan onderworpen worden aan de betaling van een inschrijvingsgeld waarvan het bedrag en de betalingswijze door de Regering worden vastgesteld.

**Art. 6.** Er wordt geen verlof afgegeven aan :

1° de hoofdbosbeambten, de bosbeambten, de leden van de gemeentelijke plattelandspolitie, de door de gemeenten bezoldigde bos- en visserijwachters, alsmede de privé-jachtwachters.

De bevoegde ambtenaar levert evenwel het verlof af aan die personen indien zij, vooraf en vrijwillig, de schriftelijke verbintenis aangaan er geen gebruik van te maken in hun ambtsgebied. Die verbintenis wordt vermeld op het verlof, met de aanduiding van het ambtsgebied van de belanghebbende.

Onder ambtsgebied dient te worden verstaan :

a) wat de hoofdbosbeambten en de bosbeambten betreft : het grondgebied van de ganse brigade waar zij aangesteld zijn;

b) wat de leden van de gemeentelijke plattelandspolitie en de door de gemeenten bezoldigde bos- en visserijwachters betreft : het gebied van de gemeente(n) waar zij bevoegd zijn;

c) wat de privé-jachtwachters betreft : het grondgebied waar zij bevoegd zijn;

2° diegenen die ontzet of vervallen verklaard zijn van het recht om wapens te dragen;

3° diegenen die het in artikel 4, § 1, 2°, bedoelde getuigscrift niet kunnen voorleggen en die, krachtens artikel 4, § 2 of artikel 15, niet ontslagen zijn van de voorlegging van dit getuigscrift, alsook diegenen die het in artikel 4, § 3, bedoelde bewijs of verlof niet kunnen voorleggen;

4° diegenen die niet ten volle 18 jaar oud zijn op de dag van de aanvraag van het verlof;

5° diegenen die een verlof of vergunning frauduleus bekomen hebben.

**Art. 7.** Ongeacht het bepaalde inzake het jachtexamen moet de bevoegde ambtenaar het verlof weigeren :

1° aan diegenen die veroordeeld zijn geweest :

a) wegens een jachtmisdrijf;

b) wegens enig misdrijf met daden van geweld of wederspanning;

c) wegens inbreuk op de bepalingen van artikelen 418, 419 en 420 van het Strafwetboek tijdens het jagen;

d) wegens inbreuk op de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie;

e) wegens diefstal, bankroet, misbruik van vertrouwen of oplichting;

2° aan diegenen die ingevolge een veroordeling ontzet zijn van één der rechten opgesomd in artikel 31, 1° tot 5°, van het Strafwetboek;

3° onverminderd het bepaalde in artikel 6, 2°, aan diegenen die geheel of ten dele vervallen verklaard zijn van de rechten opgesomd in artikel 123sexies van het Strafwetboek;

4° aan de personen bedoeld in artikel 6, 1°, die de door hen aangegane verbintenis niet hebben nageleefd.

**Art. 8.** Onverminderd de bepalingen betreffende het jachtexamen kan de bevoegde ambtenaar het verlof weigeren aan diegenen wier slecht gedrag, geestestoestand of vorig gedrag laat veronderstellen dat zij een slecht gebruik van hun wapens zullen maken.

**Art. 9.** § 1. Indien de bevoegde ambtenaar geweigerd heeft een verlof af te geven, kan een beroep ingediend worden bij de Minister binnen een termijn van dertig dagen vanaf de schriftelijke kennisgeving van de weigering.

De Minister raadpleegt de procureur-generaal of de procureur des Konings van de rechtbank die de veroordeling uitgesproken heeft waarbij de weigering gerechtvaardigd is.

Indien er geen advies gegeven wordt binnen twee maanden kan de Minister geldig beslissen.

Indien de Minister geen beslissing neemt binnen vier maanden te rekenen vanaf de indieningsdatum van het beroep wordt dit beschouwd als ingewilligd.

§ 2. Wordt het beroep ingewilligd, dan kunnen de redenen waarop de weigering gegrond was niet meer in aanmerking worden genomen bij de beslissing over een volgende verlofaanvraag, ongeacht de juridische aard van deze redenen.

**Art. 10.** De hoofden van de parketten geven maandelijks aan de Minister of aan de bevoegde ambtenaren de nodige aanduidingen betreffende alle veroordelingen die uitgesproken zijn ten laste van de in hun ambtsgebied of arrondissement wonende personen.

**Art. 11.** § 1. Wanneer een verlof ten gevolge van bedriegelijke handelingen is afgegeven of wanneer de houder van een verlof in de toestand aangehaald in artikel 6, 2°, verkeert of veroordeeld werd wegens een in artikel 7 bedoelde inbreuk, trekt de bevoegde ambtenaar het verlof in.

§ 2. Wanneer een in artikel 6, 1°, bedoelde persoon zijn verbintenis niet nageleefd heeft, trekt de bevoegde ambtenaar het verlof in. Hij brengt dit ter kennis van de overheid onder wie de belanghebbende of zijn comititend disciplinair ressorteert.

§ 3. Wanneer een persoon verkeert in een van de in artikel 8 bedoelde gevallen kan de bevoegde ambtenaar het verlof intrekken.

§ 4. Bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs stelt de bevoegde ambtenaar de belanghebbende in kennis van zijn beslissing het verlof in te trekken.

Het verlof moet binnen acht dagen na de kennisgeving aan de bevoegde ambtenaar terug ingediend worden.

Een afschrift van de intrekkingbeslissing wordt aan de Minister, alsmede aan het hoofd van de territoriaal gezien bevoegde politie overgemaakt.

§ 5. Tegen de intrekkingbeslissing van de bevoegde ambtenaar staat beroep open bij de Minister.

Hij kan de teruggave van het verlof bevelen nadat hij de bevoegde ambtenaar gehoord heeft.

Indien de Minister geen beslissing neemt binnen vier maanden te rekenen vanaf de indieningsdatum van het beroep wordt dit beschouwd als ingewilligd.

#### HOOFDSTUK III. — *De vergunning*

**Art. 12.** De titularis van een in het Waalse Gewest afgegeven verlof, geldig voor het lopend jachtseizoen, kan een vergunning bekomen voor zijn niet in dit gewest wonende genodigde, door zich te wenden tot de bevoegde ambtenaar die zijn verlof heeft afgegeven.

Om in aanmerking te worden genomen, moet bij elke vergunningaanvraag worden gevoegd :

1° een foto van de genodigde en face van ten minste 4 cm hoog bij 3,5 cm breed en met een hoofd van 1,5 à 2 cm;

2° een kopie van het verlof afgegeven in het land waar de genodigde woont of vanwaar hij komt en dat geldig is voor het lopend jachtseizoen;

3° het verzekeringsgetuigschrift bedoeld in artikel 4 van het koninklijk besluit van 15 juli 1963 tot instelling van de verplichte aansprakelijkheidsverzekering voor het bekomen van een jachtverlof of van een jachtvergunning;

4° het stortings- of overschrijvingsbewijs van de in artikel 3, 2e lid van het decreet van 28 juni 1990 betreffende het jachtverlof en de jachtvergunning vastgestelde taks op een daartoe geopende rekening bij de kassier van het Waalse Gewest.

§ 2. Indien de genodigde in één der twee andere gewesten van het Koninkrijk woont, geeft de gastheer aan de bevoegde ambtenaar de kopie van het voor het lopend jachtseizoen geldig jachtverlof, afgegeven in een ander gewest en voor eensluidend verklaard door de burgemeester van de woonplaats van de genodigde.

Deze kopie vervangt de documenten bedoeld in §§ 1, 2 en 3 van dit artikel.

§ 3. De genodigde wordt vrijgesteld van de voorlegging van het in §§ 1 en 2 bedoelde document indien zijn land van herkomst of het land waar hij woont geen verlof afgeeft.

**Art. 13.** De vergunning vermeldt onder meer :

a) de naam, de voornaam en de verblijfplaats van de houder van de vergunning;

b) de naam, de voornaam en de woonplaats van de houder van het verlof die de vergunning heeft aangevraagd, alsook het nummer van zijn verlof;

c) haar geldigheidsperiode;

d) de gemeenten op het grondgebied van welke de vergunning gebruikt zal worden.

**Art. 14.** Binnen acht dagen na haar vervaldatum moet de aanvrager of de genodigde de vergunning terug bezorgen aan de bevoegde ambtenaar die ze afgegeven heeft.

Indien dit voorschrift niet nagekomen wordt, kan de bevoegde ambtenaar het verlof van de aanvrager intrekken bij een met redenen omklede beslissing. De intrekking geschiedt zoals voorzien bij artikel 11, § 4.

#### HOOFDSTUK IV. — *Bijzondere bepalingen*

**Art. 15.** § 1. 1° het bekomen van een regelmatig verlof in België of in een der gewesten van het Koninkrijk tussen 1 juli 1985 en 30 juni 1995;

2° het slagen van een officieel jachtexamen in België of in een der gewesten van het Koninkrijk tussen 1 juli 1985 en 30 juni 1995;

3° het bekomen van een op 1 oktober 1994 geldige vergunning voor de jacht met roofvogel uitgereikt bij toepassing van het ministerieel besluit van 25 maart 1985 tot regeling van het houden, het vervoer en het vangen van roofvogels voor de roofjacht in het Waalse Gewest worden gelijkgesteld met het bekomen van het getuigschrift bedoeld in artikel 4, § 1, 2°, 1e lid.

Deze gelijkstellingen zijn niet meer toepasselijk indien de gerechtigde :

1° sindsdien veroordeeld werd wegens een inbreuk op de jachtwet, behalve indien de rechter hem vrijgesteld heeft van een nieuw jachtexamen;

2° geen verlof verkregen heeft sinds tien opeenvolgende jachtseizoenen van 1 juli 1985 af of sinds de afgifte van het laatste verlof.

§ 2. Het behoort de belanghebbenden te bewijzen dat zij wel tot een van de gevallen behoren die bedoeld zijn in § 1, punten 1, 2 of 3.

#### HOOFDSTUK V. — *Opheffingsbepalingen*

**Art. 16.** Het besluit van de Executieve van 11 juli 1990 betreffende het jachtverlof en de jachtvergunning wordt opgeheven.

#### HOOFDSTUK VI. — *Uitvoering*

**Art. 17.** De Minister tot wiens bevoegdheden de Plaatselijke Besturen behoren en de Minister tot wiens bevoegdheden de jacht behoort zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

#### HOOFDSTUK VII. — *Inkrachttrading*

**Art. 18.** Dit besluit heeft uitwerking op 1 juni 1995.

Namen, 4 mei 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,  
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,  
B. ANSELME

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN